

Egypte : coup d'État constitutionnel

samedi 31 mars 2007, par [Rouge](#) (Date de rédaction antérieure : 29 mars 2007).

Le président égyptien, Hosni Moubarak, au pouvoir depuis 26 ans, a fait adopter par référendum 34 amendements à la Constitution. Ces amendements sont qualifiés par Amnesty International comme étant « *la plus grave érosion des droits humains depuis 27 ans* » autrement dit depuis l'instauration de l'état d'urgence suite à l'assassinat de Sadate.

Leur premier objectif est de rendre impossible l'élection de députés appartenant aux Frères musulmans, organisation interdite, dont l'existence est tolérée, qui avaient obtenu, lors des dernières élections législatives, un cinquième des députés. Ensuite, ces amendements remettent en cause des droits démocratiques élémentaires, permettant notamment de contrôler sans limites les communications privées et la possibilité, pour le président, de faire traduire devant des tribunaux militaires toute personne soupçonnée d'infractions liées au terrorisme, sans passer par les tribunaux ordinaires. À cela, s'ajoutent le droit discrétionnaire du président de dissoudre l'Assemblée nationale et la limitation du pouvoir des juges de contrôler les opérations électorales au profit d'une commission électorale qui lui sera tout acquise.

Face à ces mesures qui constitutionnalisent l'état d'urgence et qui préparent la succession de Moubarak au profit de son fils, tous les partis d'opposition, toutes les organisations et ONG démocratiques ont appelé au boycott avec un succès fantastique puisque, d'après les organismes indépendants de contrôle des opérations de vote, seuls 5 % des Égyptiens ont voté (27 % selon le gouvernement). Ce qui constitue un camouflet majeur pour le régime.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2198 du 29 mars 2007.